

Malakoff ?

Vivre aujourd'hui,
préparer demain



Extrait du règlement du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 16 décembre 2015, modifié les 13 décembre 2016, 27 juin 2017, 26 juin 2018, 21 novembre 2019 et 7 décembre 2021.

ZONE UV

Table des matières

DISPOSITIONS GENERALES	4
CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL	4
PORTEE DU REGLEMENT A L'EGARD D'AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS	4
DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES URBAINES	5
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES	5
ZONE UV	6
ARTICLE UV.1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES	6
ARTICLE UV.2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES	6
ARTICLE UV.3 : ACCES ET VOIRIE	7
ARTICLE UV.4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX	7
ARTICLE UV.5 : CARACTERISTIQUES DES TERRAINS	8
ARTICLE UV.6 : IMPLANTATION PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES	9
ARTICLE UV.7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES	9
ARTICLE UV.8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UN MEME TERRAIN	12
ARTICLE UV.9 : EMPRISE AU SOL	12

ARTICLE UV.10 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS	12
ARTICLE UV.11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS	14
ARTICLE UV.12 : STATIONNEMENT	15
ARTICLE UV.13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS	15
ANNEXES DU REGLEMENT	16
<hr/>	
DEFINITIONS	16
CONSEILS POUR PLANTER EN FAVORISANT LA BIODIVERSITE	18
CONSEILS DE PLANTATION D'UN ARBRE PAR RAPPORT AUX FAÇADES DES BATIMENTS ET LIMITES DU TERRAIN :	18
CONSEILS DE PLANTATION DES ARBRES SELON L'EXPOSITION	20
CONSEILS POUR PLANTER EN LIMITANT LES ALLERGIES :	21
ILLUSTRATIONS DES REGLES DE PROSPECT	22

Dispositions générales

Champ d'application territorial

Le présent règlement couvre l'intégralité du territoire de la commune.

Portée du règlement à l'égard d'autres législations relatives à l'occupation des sols

Les dispositions du présent règlement s'appliquent sans préjudice des prescriptions prises au titre de législations spécifiques suivantes qui demeurent applicables au territoire :

Servitudes d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation et l'occupation des sols ainsi que leurs effets sont définis dans les documents annexes du Plan Local d'Urbanisme.

Espaces boisés classés

Les documents graphiques du règlement délimitent, conformément à la légende, des espaces boisés classés dans lesquels s'appliquent les dispositions des articles L.130-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Application du règlement aux constructions existantes

Lorsqu'une construction existante n'est pas conforme aux dispositions applicables dans la zone où elle se situe, l'autorisation d'exécuter des travaux ne peut être accordée que pour des travaux qui n'aggravent pas la non-conformité de la construction avec ces dispositions ou sont sans effet à leur égard.

En ce qui concerne la restauration ou la reconstruction des immeubles protégés au titre des monuments historiques, des dérogations aux règles du PLU peuvent être accordées, par décision motivée, par l'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'urbanisme, conformément aux dispositions de l'article L.123-5 du Code de l'urbanisme.

En application de l'article L.111-3 du Code de l'urbanisme, la reconstruction à l'identique d'un bâtiment non conforme aux dispositions du PLU n'est pas admise sauf si, régulièrement édifié, il a été détruit ou démoli depuis moins de dix ans.

Application du règlement au réseau de transport « Grand Paris Express » : RTGP

En application de l'article R.123-9 du code de l'urbanisme, sont autorisés, qu'ils soient ou non conformes aux dispositions des articles 1 à 5 et 8 à 13 du présent règlement, les travaux d'affouillement et de construction ainsi que les installations nécessaires au RTGP.

Division du territoire en zones urbaines

Le territoire couvert par le PLU est divisé en neuf zones urbaines : UA – UB – UC – UD – UE – UF – UG – UV – UX.

La zone UB est divisée en deux secteurs : UB-A et UB-B

Dispositions applicables aux zones urbaines

Le règlement par zone expose les règles applicables dans les 9 zones du Plan Local d'Urbanisme. Elles sont organisées, pour chaque zone, en 13 articles.

Zone UV

Article UV.1 : Occupations et utilisations du sol interdites

Dispositions générales :

A l'exception des travaux de sécurité, d'accessibilité, d'hygiène, d'isolation phonique ou thermique, les occupations et utilisations du sol suivantes sont interdites :

- ✚ Les constructions et installations nouvelles à destination d'habitation, d'hébergement hôtelier, de bureaux, de commerce, d'artisanat, d'industrie et d'entrepôt dans les emprises de la « coulée verte du Sud Parisien » et dans les parcs et jardins publics.
- ✚ Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à la directive européenne 96/82/CE du 9 décembre 1996 ou présentant un danger grave ou des risques d'insalubrité pour le voisinage.
- ✚ Les dépôts non couverts de ferraille, de matériaux et de combustibles solides.

Article UV.2 : Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Dans les emprises de la « coulée verte du Sud Parisien » et dans les parcs et jardins publics, les constructions et installations à destination de services publics ou d'intérêt collectif sont admises à conditions qu'elles soient nécessaires à l'exploitation, la maintenance, le gardiennage ou l'animation de ces espaces.

Les constructions, installations et travaux divers de quelque nature que ce soit, à l'exception des travaux d'accessibilité, d'hygiène, d'isolation phonique ou thermique ou de sécurité, sont soumis aux conditions et restrictions suivantes :

ZONES D'ANCIENNES CARRIERES

Dans les zones d'anciennes carrières souterraines, la réalisation de constructions ou d'installations et la surélévation, l'extension ou la modification de bâtiments existants sont, le cas échéant, subordonnées aux conditions spéciales imposées par l'Inspection générale des carrières en vue d'assurer la stabilité des constructions projetées et de prévenir tout risque d'éboulement ou d'affaissement (le plan délimitant les zones d'anciennes carrières souterraines ainsi que les prescriptions qui s'y appliquent, figurent dans les annexes du PLU, servitudes d'utilité publique / servitudes relatives à la sécurité publique).

SECTEURS AFFECTES PAR LE BRUIT

Tout bâtiment à construire dans un secteur affecté par le bruit doit respecter un isolement acoustique minimal déterminé selon les spécifications de l'[arrêté du 30 mai 1996](#) (modifié par l'[arrêté du 23 juillet 2013](#)). Ce calcul prend en compte la catégorie de l'infrastructure, la distance qui la sépare du bâtiment, ainsi que l'existence de masques éventuels (écrans anti-bruit, autres bâtiments, ...) entre la source sonore et chaque façade du bâtiment projeté. Le plan délimitant les secteurs affectés par le bruit des infrastructures de transports terrestres figure en annexe du plan local d'urbanisme.

Article UV.3 : Accès et voirie

Les accès aux terrains doivent présenter les caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité et de la lutte contre l'incendie dans des conditions répondant à l'importance et à la destination des constructions projetées.

Dans les emprises de la « coulée verte du Sud Parisien » et dans les parcs et jardins publics, les bateaux d'accès sont interdits à l'exception de ceux strictement nécessaires à l'exploitation, la maintenance, le gardiennage ou l'animation de ces espaces. Ils doivent être conçus de façon à s'harmoniser avec l'environnement paysager et dans le souci d'une conservation optimale des végétaux existants.

Article UV.4 : desserte par les réseaux

Conditions de desserte des terrains par les réseaux :

Pour être constructible, un terrain doit être raccordé au réseau de distribution d'eau potable, d'électricité et d'assainissement.

Rappels des prescriptions susceptibles de s'appliquer et relevant de réglementations distinctes de celles imposées par le plan local d'urbanisme :

(Ces rappels sont indicatifs et ne sauraient préjuger de l'évolution de la réglementation en vigueur)

Energie :

Lorsqu'il existe des périmètres prioritaires de raccordement à des réseaux de distribution de chaleur ou de froid, le raccordement à ces réseaux peut être imposé à tout bâtiment, local ou installation soumis à une autorisation de construire situé à l'intérieur de ces périmètres (loi n° 80-531 du 15/07/1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur).

Le recours à la géothermie est autorisé.

Assainissement :

Les dispositions relatives à l'admissibilité des eaux (eaux usées domestiques, eaux usées non domestiques et eaux pluviales) dans les réseaux d'assainissement sont celles du Règlement du Service Départemental d'Assainissement des Hauts-de-Seine et celles du règlement communautaire d'assainissement.

Collecte des déchets :

Les constructions nouvelles doivent comporter des locaux de stockage des déchets suffisamment dimensionnés de manière à recevoir et permettre de manipuler sans difficulté tous les récipients nécessaires à la collecte sélective des déchets (voir : code de la construction et de l'habitation).

Infrastructures et réseaux de communication électroniques :

Le câblage en fibre optique des bâtiments collectifs neufs à usage professionnel, de logement collectif ou mixte est obligatoire (voir : code de la construction et de l'habitation).

Récupération des eaux pluviales :

La gestion des eaux pluviales à la parcelle (infiltration naturelle, dispositifs de collecte et de stockage) doit être la première solution recherchée. Toutefois, dans les zones d'anciennes carrières souterraines, les puisards et puits d'infiltration sont interdits.

La collecte des eaux de pluie à l'aval des toitures inaccessibles est vivement recommandée.

Article UV.5 : Caractéristiques des terrains

Il n'est pas défini de règle.

Article UV.6 : Implantation par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions sur rue peuvent s'implanter :

Soit à l'alignement ou à la limite de fait de la voie.

Soit en retrait avec un minimum de 1 mètre et un maximum de 10 mètres. Dans ce cas :

- ✚ Les fondations et sous-sols des constructions ne doivent comporter aucune saillie par rapport à la façade sur rue.
- ✚ La bande en retrait doit être traitée en espace végétalisé pour sa partie non réservée aux accès et au stationnement privatif des véhicules.

Implantation par rapport aux emprises publiques :

Pour ce qui concerne les voies ferrées et les lignes de métro, il sera fait application des servitudes figurant en annexe du plan local d'urbanisme.

Saillies sur alignement :

Il sera fait application du règlement du gestionnaire du domaine public concerné

Réseau de transport « Grand Paris Express » :

Les installations et constructions nécessaires au réseau de transport « Grand Paris Express » peuvent être implantées à l'alignement ou en retrait de 1 mètre minimum.

Article UV.7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Implantation par rapport aux limites aboutissant aux voies (limites joignant l'alignement ou latérales) :

L'implantation sur les limites est autorisée dans une bande de 150 mètres comptée à partir de l'alignement ou du reculement imposé.

L'implantation sur les limites est interdite au-delà d'une bande de 150 mètres comptée à partir de l'alignement ou du reculement imposé à l'exception des locaux accessoires dont la hauteur n'excède pas 2.60 mètres et des constructions s'adossant à une autre construction sur le terrain voisin de dimension égale ou supérieure.

Conditions d'implantation sur ces limites :

Les façades ou parties de façades implantées sur les limites ne doivent pas comporter de baies.

Lorsqu'un bâtiment est implanté sur les limites séparatives joignant l'alignement, les façades perpendiculaires à ces limites peuvent comporter, en retrait des limites et sans conditions de distance, des balcons, avancées partielles et jeux de façade dont la profondeur n'excède pas 2 mètres.

Conditions d'implantation en retrait de ces limites :

Lorsqu'une façade ou une partie de façade est édiflée en retrait d'une limite séparative joignant l'alignement, elle doit respecter, au droit de cette limite, le prospect minimal suivant : la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment à la limite séparative devra être au moins égale à la moitié de la hauteur de ce point par rapport au terrain naturel.

Façade ou partie de façade non parallèle à la limite séparative

Si une façade ou partie de façade en retrait n'est pas parallèle à la limite séparative joignant l'alignement, la distance mesurée du milieu de la façade ou partie de façade aux limites séparatives devra être au moins égale à la moitié de la hauteur de ce point par rapport au terrain naturel avec un minimum de 4 mètres.

Implantation par rapport aux limites n'aboutissant pas aux voies (limites de fond) :

L'implantation sur les limites est autorisée dans une bande de 150 mètres comptée à partir de l'alignement ou du reculement imposé.

L'implantation sur les limites est interdite au-delà d'une bande de 150 mètres comptée à partir de l'alignement ou du reculement imposé à l'exception des locaux accessoires dont la hauteur n'excède pas 2.60 mètres et des constructions s'adossant à une autre construction sur le terrain voisin de dimension égale ou supérieure.

Conditions d'implantation sur ces limites :

Les façades ou parties de façades implantées sur les limites ne doivent pas comporter de baies.

Conditions d'implantation en retrait de ces limites :

Lorsqu'une façade ou une partie de façade est édifée en retrait d'une limite séparative ne joignant pas l'alignement, elle doit respecter, au droit de cette limite, le prospect minimal suivant : la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment à la limite séparative devra être au moins égale à la moitié de la hauteur de ce point par rapport au terrain naturel avec un retrait minimum de 4 mètres.

Façade ou partie de façade non parallèle à la limite séparative

Si une façade ou partie de façade en retrait n'est pas parallèle à la limite séparative ne joignant pas l'alignement, la distance mesurée du milieu de la façade ou partie de façade aux limites séparatives devra être au moins égale à la moitié de la hauteur de ce point par rapport au terrain naturel avec un minimum de 4 mètres.

Mesure de la hauteur pour le calcul des prospects sur limites séparatives :

La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol naturel avant tous travaux d'affouillement ou d'exhaussement. Sur les terrains en pente, la hauteur mesurée est la différence d'altitude entre le point le plus élevé de la construction et la cote moyenne du terrain d'emprise de la construction.

Pour les toits-terrasses végétalisés, la hauteur est mesurée au niveau du plancher haut du dernier niveau du bâtiment, hors isolation, dispositifs de végétalisation et acrotères.

Pour les constructions à ossature bois, les prospects sont majorés de 0.20 mètre par niveau.

Les brise-soleils et les garde-corps ajourés à au moins 50% ainsi que les pare-vues translucides ne sont pas pris en compte pour la mesure des prospects.

Travaux d'isolation thermique et acoustique des constructions existantes :

Pour les bâtiments existants devant faire l'objet d'une isolation thermique et/ou acoustique par l'extérieur, l'épaisseur des matériaux d'isolation, finition extérieure comprise, n'est pas prise en compte pour la mesure de la hauteur des bâtiments ni pour la mesure de la distance aux limites séparatives dans la limite de 25 centimètres d'épaisseur supplémentaire, hors acrotères.

Réseau de transport « Grand Paris Express » :

Les installations et constructions nécessaires au réseau de transport « Grand Paris Express » peuvent être implantées sur les limites séparatives ou en retrait de 1 mètre minimum sans condition de prospect.

Article UV.8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur un même terrain

Il n'est pas défini de règle.

Article UV.9 : Emprise au sol

Dans les emprises de la « coulée verte du Sud Parisien » et dans les parcs et jardins publics, l'emprise au sol des constructions et installations ne peut excéder 10% de la superficie de l'espace. Elles doivent être conçues de façon à s'harmoniser avec l'environnement paysager et dans le souci d'une conservation optimale des végétaux existants.

Dans les emprises réservées aux réseaux de transport (réseau ferré, métro, réseau du Grand Paris Express), il n'est pas défini de coefficient d'emprise au sol.

Article UV.10 : Hauteur des constructions

Hauteur plafond :

Dans les emprises de la « coulée verte du Sud Parisien » et dans les parcs et jardins publics, la hauteur maximale des constructions, hormis les installations techniques en toiture, est fixée à 9 mètres.

Dans les emprises réservées aux réseaux de transport (réseau ferré, métro, réseau du Grand Paris Express), la hauteur maximale est fixée à 21 mètres.

Pour les constructions à ossature bois, la hauteur plafond est majorée de 0.20 mètre par niveau.

Hauteur relative compte tenu des voies adjacentes :

Dans la zone, la hauteur en tout point du bâtiment doit être au plus égale à la distance horizontale séparant ce point de l'alignement opposé, existant ou projeté.

Pour les constructions à ossature bois, la hauteur en tout point du bâtiment doit être au plus égale à la distance horizontale séparant ce point de l'alignement opposé, existant ou projeté, majorée de 0.20 mètre par niveau.

Nonobstant cette disposition, et de façon cumulative :

- ✚ **Le long des voies où un reculement est imposé** (article 6), la hauteur en tout point du bâtiment doit être au plus égale à la distance horizontale séparant ce point de l'alignement opposé, existant ou projeté, majorée de la marge de reculement imposée.
- ✚ **Pour les terrains bordant une voie et faisant face à une emprise publique**, la hauteur en tout point du bâtiment doit être au plus égale à la distance horizontale séparant ce point de l'alignement opposé, existant ou projeté, majorée de la profondeur de l'emprise publique.
- ✚ **Pour les terrains situés à l'angle de deux voies**, la hauteur maximale des constructions édifiées le long de la voie la moins large peut être identique à celle autorisée le long de la voie la plus large et ce sur une distance au plus égale à 20 mètres comptée à partir de l'alignement actuel ou futur de la voie la plus large.

Mesure de la hauteur :

Dans les emprises de la « coulée verte du Sud Parisien » et dans les parcs et jardins publics, la hauteur des constructions est mesurée à partir du sol naturel avant tous travaux d'affouillement ou d'exhaussement. Sur les terrains en pente, la hauteur mesurée est la différence d'altitude entre le point le plus élevé de la construction et la cote moyenne du terrain d'emprise de la construction.

Dans les emprises réservées aux réseaux de transport (réseau ferré, métro, réseau du Grand Paris Express), la hauteur mesurée est la différence d'altitude entre le point le plus élevé de la construction et la cote moyenne du terrain d'emprise de la construction, compris travaux d'affouillement ou d'exhaussement.

Pour les toits-terrasses végétalisés, la hauteur est mesurée au niveau du plancher haut du dernier niveau du bâtiment, hors isolation, dispositifs de végétalisation et acrotères.

Les brise-soleils et les garde-corps ajourés à au moins 50% ainsi que les pare-vues translucides ne sont pas pris en compte pour la mesure des prospects.

Travaux d'isolation thermique et acoustique des constructions existantes :

Pour les bâtiments existants devant faire l'objet d'une isolation thermique et/ou acoustique par l'extérieur, l'épaisseur des matériaux d'isolation, finition extérieure comprise, n'est pas prise en compte pour la mesure de la hauteur dans la limite de 25 centimètres d'épaisseur supplémentaire, hors acrotères.

Installations techniques en toiture :

Les installations techniques sur toiture sont autorisées dans la limite de 1 mètre supplémentaire à condition qu'elles soient reculées des façades d'une distance au moins égale à leur hauteur. Ces conditions de recul et de hauteur ne s'appliquent pas aux installations liées à la production d'énergies renouvelables sous réserve du respect de l'article 11.

Article UV.11 : Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords

Matériaux interdits :

Les matériaux tels que carreaux de plâtre, briques creuses, parpaings ne peuvent être laissés apparents sur les bâtiments et les clôtures et doivent être recouverts d'un parement ou d'enduit.

Les matériaux d'aspect tôle ou plastique ondulés, papier goudronné sont interdits.

Branchements et installations techniques :

Dans la mesure du possible :

- ✚ Les branchements et raccordements doivent être enterrés ou posés sur les façades de la façon la moins visible possible.
- ✚ Les réservations pour les coffrets de l'ensemble des branchements doivent être intégrées aux façades ou aux clôtures.
- ✚ L'impact visuel des installations techniques en toiture devra être réduit au maximum. Les équipements utilisés en vue de la production et l'utilisation des énergies renouvelables devront s'intégrer à la toiture et à l'architecture générale du bâtiment ou être invisibles de la rue.
- ✚ Dans les emprises de la « coulée verte du Sud Parisien » et dans les parcs et jardins publics, les bâtiments et installations doivent être conçus de façon à s'harmoniser avec l'environnement paysager existant.

Clôtures :

Dans les emprises de la « coulée verte du Sud Parisien » et dans les parcs et jardins publics, les clôtures doivent être ajourées sur toute leur hauteur ou être composées de végétaux.

Le long des emprises réservées aux réseaux de transport (réseau ferré, métro, réseau du Grand Paris Express), lorsque ces emprises sont bordées de talus ou de bandes herbacées, les clôtures doivent être ajourées sur toute leur hauteur ou être composées de végétaux sauf lorsqu'il est nécessaire de mettre en place des écrans phoniques ou justification technique particulière au réseau de transport.

Article UV.12 : Stationnement

Les aires de stationnement de véhicules motorisés sont interdites à l'exception des aires extérieures strictement nécessaires à l'entretien et la maintenance de ces espaces.

Article UV.13 : Espaces libres et plantations

Les projets d'installations et de constructions doivent être étudiés dans le sens d'une conservation optimale des plantations existantes. Les plantations supprimées doivent être reconstituées.

ANNEXES DU REGLEMENT

Définitions

Alignement (article 6) :

C'est la limite entre la voie publique ou privée existante ou projetée et la propriété privée.

Locaux accessoires (article 8) :

Il s'agit des abris de jardin, des locaux de stockage des déchets, des garages et des locaux techniques nécessaires au fonctionnement des bâtiments.

Bâtiments et éléments particuliers recensé au titre du patrimoine de Malakoff :

Le PLU identifie, en application de l'article L.123-1-5-III-2° du Code de l'urbanisme, des éléments de paysage, des immeuble ou parties de bâtiments, des espaces publics, des monuments à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre patrimonial ou architectural.

Ce recensement contient des recommandations de nature à assurer leur préservation et leur mise en valeur.

La liste de ces éléments figure dans le document annexe du présent règlement « annexe patrimoniale ». Ils sont localisés sur le document graphique du règlement « Autres éléments de zonage ».

Destination entrepôt :

Cette destination comprend les locaux d'entreposage et de reconditionnement de produits ou de matériaux. Sont assimilés à cette destination tous locaux d'entreposage liés à une activité industrielle, commerciale ou artisanale lorsque leur taille représente plus de 1/3 de la surface de plancher totale, et de façon plus générale tous locaux recevant de la marchandise ou des matériaux non destinés à la vente aux particuliers dans lesdits locaux.

Emprise publique (article 6) :

L'emprise publique correspond à un espace public qui ne peut être considéré comme une voie (publique ou privée). Constituent des emprises publiques pour l'application du règlement les voies ferrées, les lignes de métro et tramways, la coulée verte du Sud Parisien, les stades et leurs espaces d'accompagnement, les places, jardins et parcs publics, les espaces verts d'accompagnement de voirie ainsi que le cimetière.

Emprise au sol (article 9) :

L'emprise au sol est la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus, à l'exception :

- + Des éléments de modénature tels que bandeaux, marquises et corniches
- + Des débordements de toiture sans poteaux de soutien
- + Des perrons et escalier extérieurs d'une hauteur inférieure ou égale à 0.60 mètre par rapport au sol naturel ou d'une profondeur inférieure ou égale à 1 mètre.
- + Des terrasses aménagées de plain-pied sans fondations lourdes d'une hauteur inférieure ou égale à 0.60 mètre par rapport au sol naturel et d'une profondeur inférieure ou égale à 3 mètres.
- + Les balcons situés à plus de 3 mètres du terrain naturel et ne reposant pas sur des piliers.
- + Des rampes d'accès aux parkings et des rampes d'accès handicapés.
- + Des cuves et bassins de rétention des eaux pluviales.

Limite séparative joignant l'alignement (article 7) :

C'est une limite entre les propriétés privées qui aboutit à une voie.

Limite séparative de fond (article 7) :

C'est une limite entre les propriétés privées qui n'a aucun contact avec une voie.

Terrain :

Un terrain est une propriété foncière d'un seul tenant, composé d'une parcelle ou d'un ensemble de parcelles appartenant à un même propriétaire (unité foncière). Sauf indications contraires, les dispositions du présent règlement s'appliquent à l'unité foncière sachant que l'emprise des voies privées ouvertes à la circulation publique doit être déduite de la superficie du terrain pour le calcul du Coefficient d'Emprise au Sol (CES) et des espaces verts en pleine terre et végétalisés.

Pour les terrains partiellement concernés par un emplacement réservé ou un périmètre de localisation au titre des articles L.123-1-5-v et L123-2-c du code de l'urbanisme, le respect du Coefficient d'emprise au sol s'apprécie au regard de la totalité de l'unité foncière. L'emprise de la servitude est par contre déduite de la superficie du terrain pour le calcul des espaces verts en pleine terre et végétalisés.

Arbres et massifs arbustifs (article 13) :

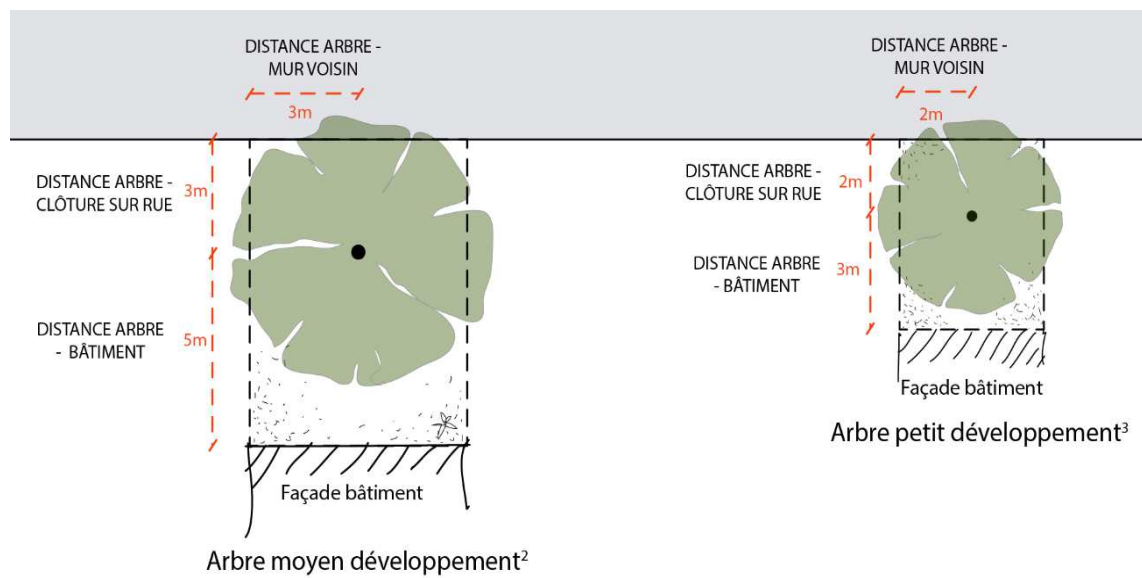
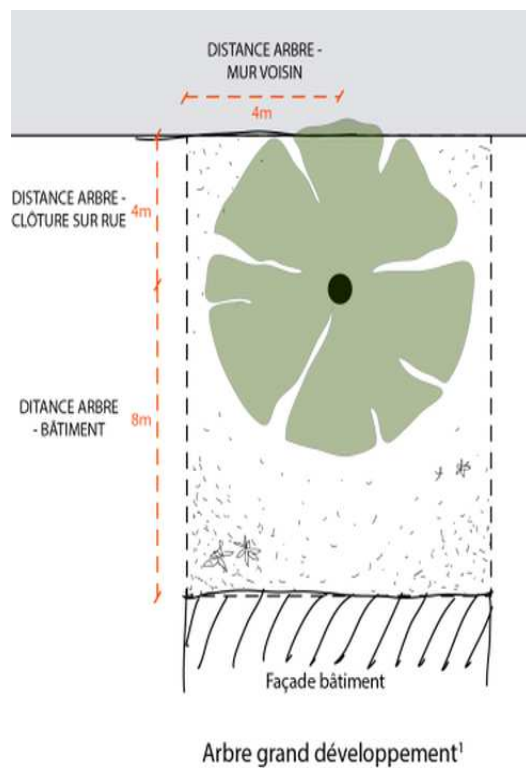
- ✚ Arbre grand développement : arbre dont la hauteur à maturité dépasse les 15m. Plantation à 8m des façades, 4m des murs mitoyens, des clôtures sur rue et entre chaque arbre.
- ✚ Arbre moyen développement : arbre dont la hauteur à maturité est comprise entre 8 et 15m. Plantation à 5m des façades, 3m des murs mitoyens, des clôtures sur rue et entre chaque arbre.
- ✚ Arbre petit développement : arbre dont la hauteur à maturité est comprise entre 4 et 8m. Plantation à 3 m des façades, 2m des murs mitoyens, des clôtures sur rue et entre chaque arbre.
- ✚ Massif arbustif : surface plantée de plantes fleurie et d'arbustes. La distance à respecter entre les plantations dépend des espèces choisies.
- ✚ Arbuste : plante ligneuse dont la hauteur est inférieure à 4 mètres.

Conseils pour planter en favorisant la biodiversité

Le nectar est le liquide sucré sécrété par les nectaires et qui attire les bourdons. Le pollen quant à lui intervient dans le processus de reproduction sexuée des végétaux, et il se présente comme une graine. Ces deux éléments naturels sont essentiels à la pérennisation de la chaîne de pollinisation et par conséquent celle de la chaîne alimentaire. Leur production est assurée par des plantes appelées plantes mellifères. Ces dernières sécrètent en quantité importante le nectar et produisent également beaucoup de pollens. Elles représentent une source de nourriture importante pour les insectes pollinisateurs (abeilles, papillons, bourdons, frelons...). Ainsi, les plantes mellifères assurent la pérennité de la chaîne alimentaire par la sécrétion en continu de nectar et la production de pollen.

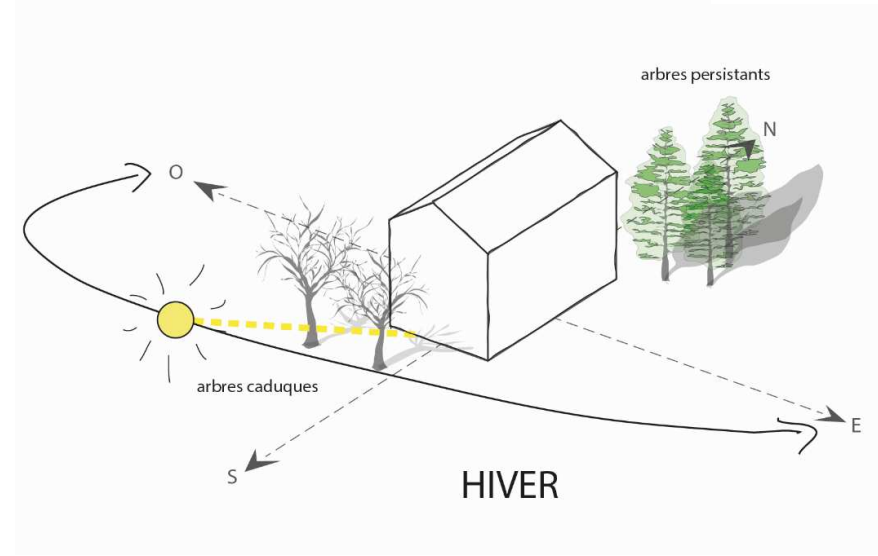
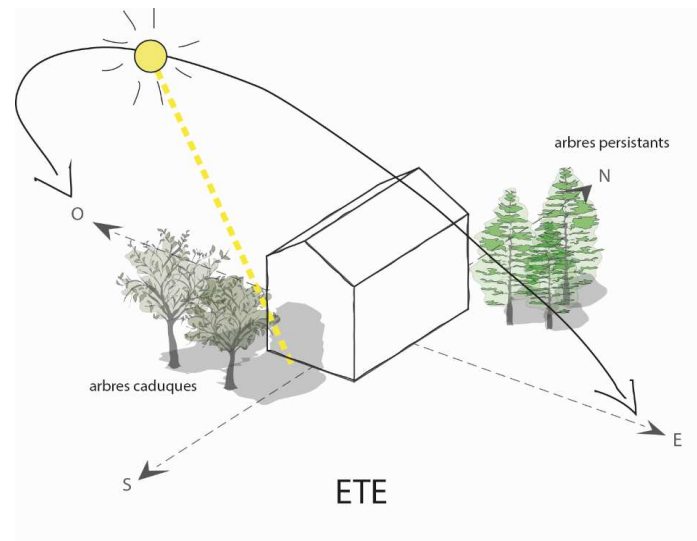
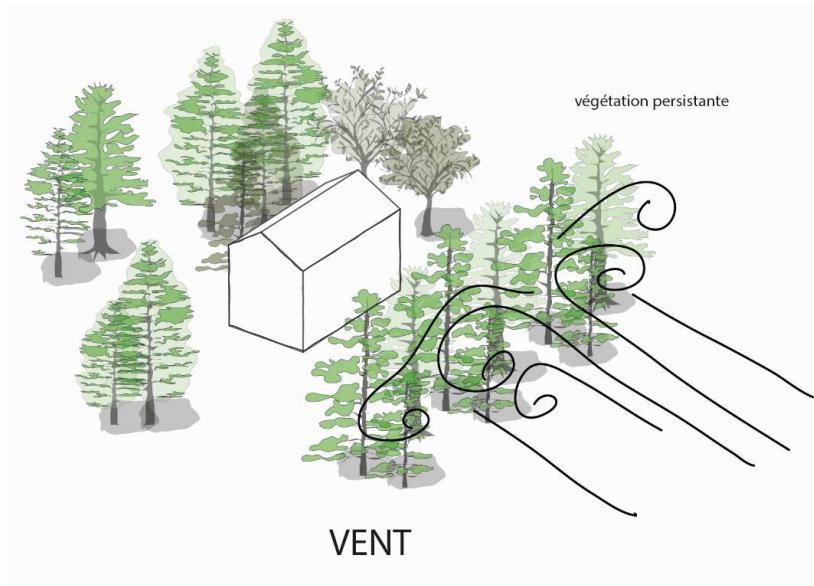
Il est donc vivement conseillé de choisir des arbres et arbustes mellifères et nectarifères adaptés et diversifiés afin de faciliter une pollinisation permanente, même pendant l'hiver.

Conseils de plantation d'un arbre par rapport aux façades des bâtiments et limites du terrain :



Les distances sont mesurées par rapport au centre du tronc de
 (1) distance d'un arbre à l'autre : 4m
 (2) distance d'un arbre à l'autre : 3m
 (3) distance d'un arbre à l'autre : 2m

Conseils de plantation des arbres selon l'exposition



Conseils pour planter en limitant les allergies :

Potentiel allergisant faible :

Cela signifie qu'il faut une grande quantité de pollens pour déclencher une allergie et cela ne concerne que les personnes les plus sensibles. En faire la plante principale d'un aménagement crée cependant un risque d'allergie.

Potentiel allergisant moyen :

Ces espèces peuvent être présentes de manière ponctuelle pour amener de la diversité dans des plantations, mais elles ne doivent pas représenter la majorité des espèces plantées comme dans des haies mono-spécifiques

Potentiel allergisant fort :

Quelques espèces suffisent à provoquer une réaction allergique.

Il y a deux manières de réduire les allergies dans les aménagements paysagers.

- Apporter une plus grande diversité d'espèces dans la création d'espaces.
- Avoir une méthode d'entretien adaptée à la réduction de pollen

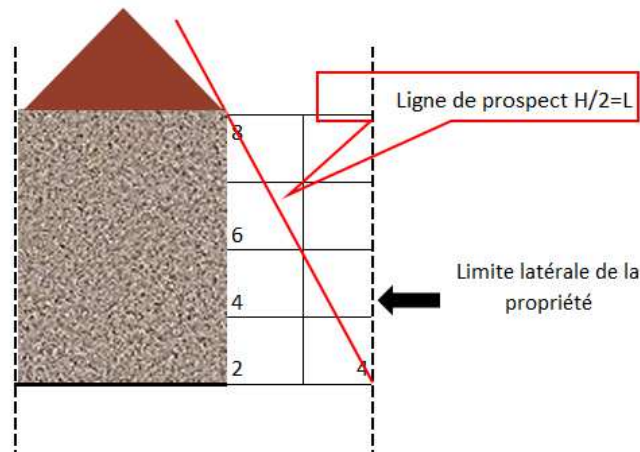
Espèces de haies allergisantes		
Haies caduques <i>Acer</i> . Potentiel allergisant faible. <i>Carpinus</i> . Potentiel allergisant moyen. <i>Corylus</i> . Potentiel allergisant fort. <i>Ligustrum</i> . Potentiel allergisant moyen. Allergie de proximité <i>Salix</i> . Potentiel allergisant faible	Haies semi persistantes <i>Carpinus</i> . Potentiel allergisant moyen <i>Ligustrum ovalifolium, sinense, vulgare</i> . Potentiel allergisant moyen Allergie de proximité	Haies persistantes <i>Cupressus sempervirens.</i> <i>Cupressus arizonica</i> Potentiel allergisant fort Les cyprès ont un potentiel allergisant fort, mais émettent également dans l'air de grandes quantités de grains de pollen. <i>Juniperus oxycedrus</i> . Potentiel allergisant moyen <i>Juniperus ashei</i> . Potentiel allergisant fort <i>Juniperus communis</i> . Potentiel allergisant faible <i>Ligustrum regelianum, ibota</i> . Potentiel allergisant moyen
Espèces d'arbres allergisantes		
Arbres à Grand développement <i>Acer</i> . Potentiel allergisant faible <i>Alnus</i> . Potentiel allergisant moyen <i>Betula</i> . Potentiel allergisant fort <i>Castanea</i> . Potentiel allergisant faible <i>Fagus</i> . Potentiel allergisant faible <i>Fraxinus</i> . Potentiel allergisant moyen	Arbres à moyen développement <i>Acer</i> . Potentiel allergisant faible <i>Alnus</i> . Potentiel allergisant moyen <i>Betula</i> . Potentiel allergisant fort <i>Carpinus</i> . Potentiel allergisant moyen <i>Fagus</i> . Potentiel allergisant faible <i>Corylus</i> . Potentiel allergisant moyen	Arbres à petit développement <i>Acer negundo</i> . Potentiel allergisant faible <i>Fraxinus ornus</i> . Potentiel allergisant moyen <i>Salix</i> . Potentiel allergisant faible

Juglans. Potentiel allergisant faible
Platanus. Potentiel allergisant fort
Quercus. Potentiel allergisant fort
Tilia. Potentiel allergisant faible

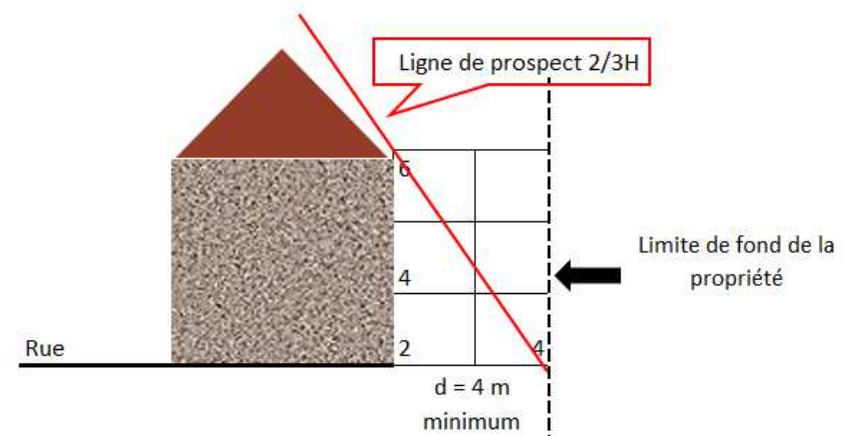
Ulmus. Potentiel allergisant faible

Illustrations des règles de prospect

Article 7 – règles de retrait par rapport aux limites séparatives

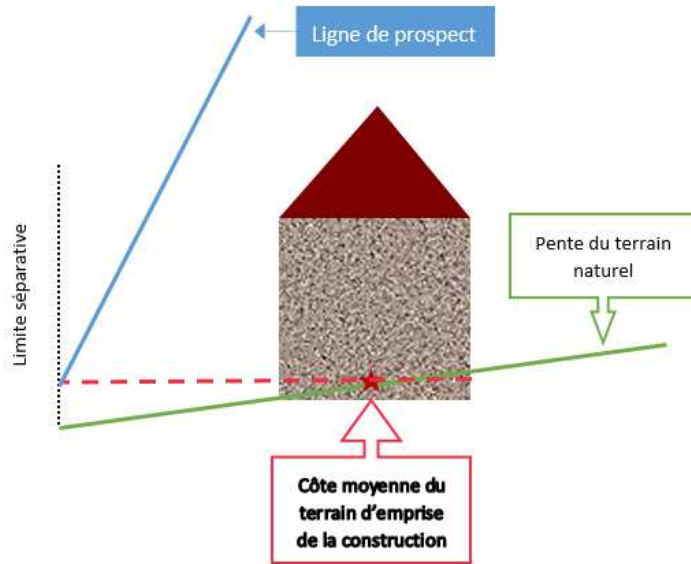


distance minimale à respecter en cas de retrait de la limite latérale

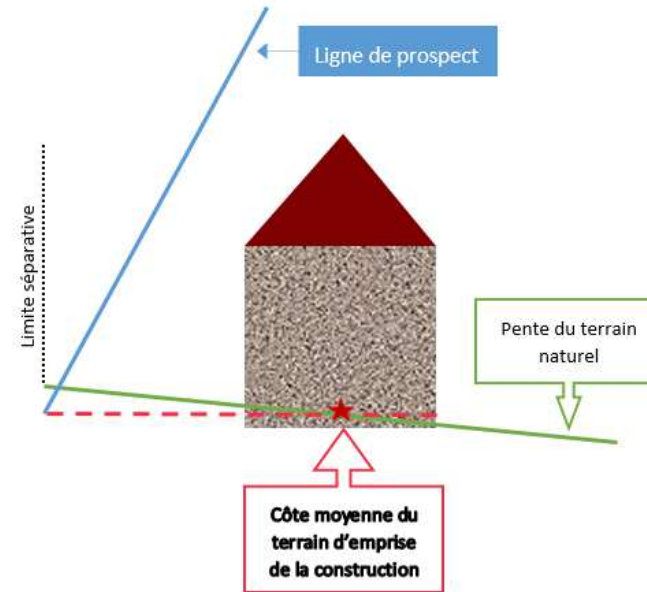


distance minimale à respecter en cas de retrait de la limite de fond

Article 7 – mesure du prospect sur les terrains en pente

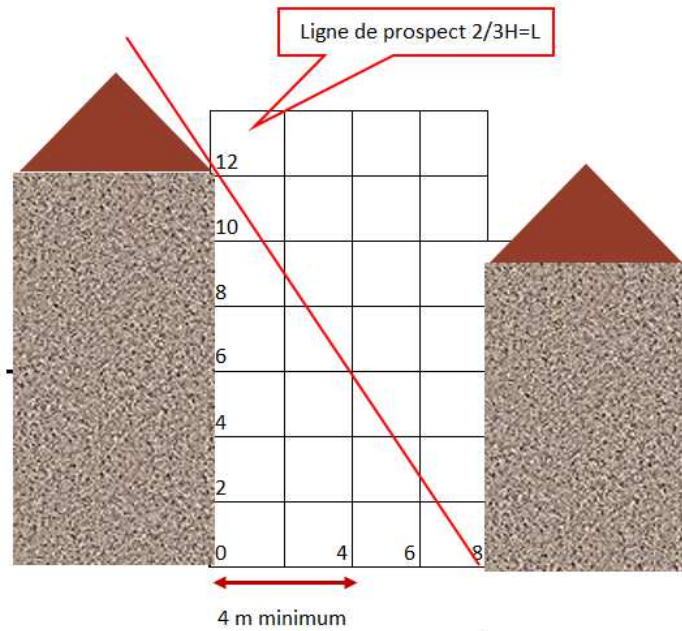


Mesure du prospect sur les terrains en pente



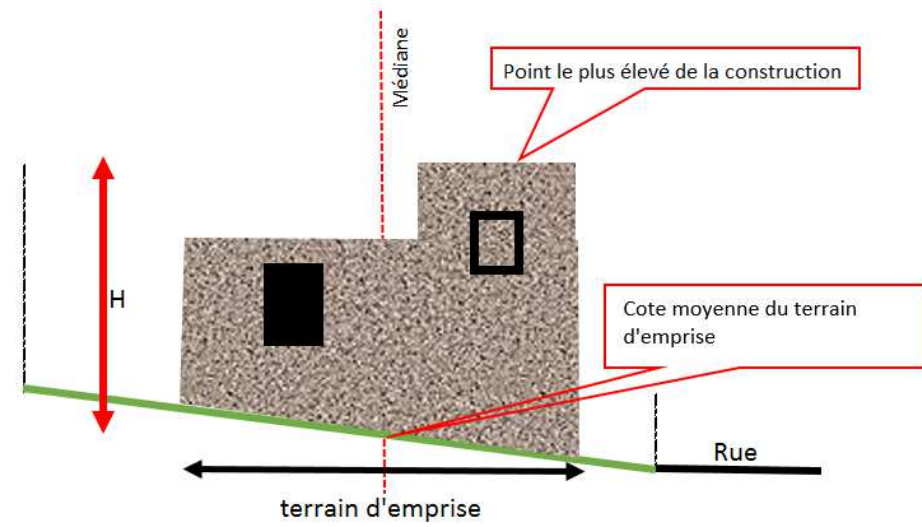
Mesure du prospect sur les terrains en pente

Article 8 – règles de retrait entre deux bâtiments sur une même propriété



Distance minimale à respecter entre 2 bâtiments non contigus en vis-à-vis sur le même terrain

Article 10 – Mesure de la hauteur sur les terrains en pente



Mesure de la hauteur sur les terrains en pente

Article 10 – Hauteur et prospect sur rue

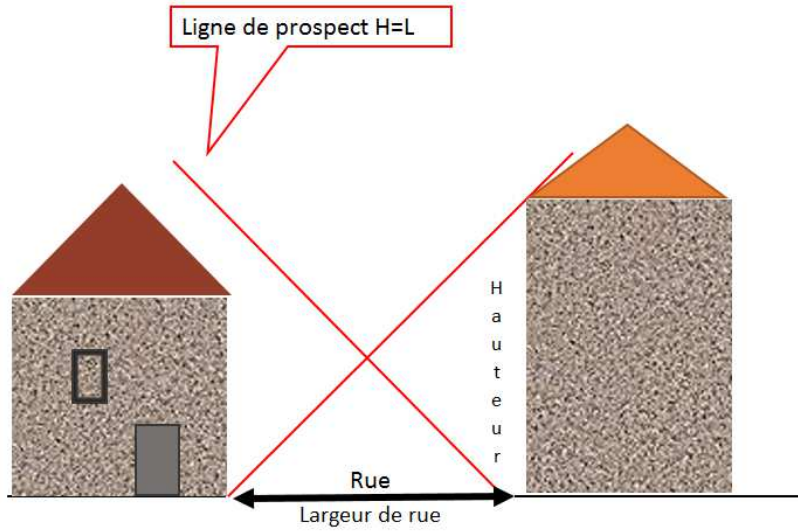


Illustration du prospect sur rue $H = L$

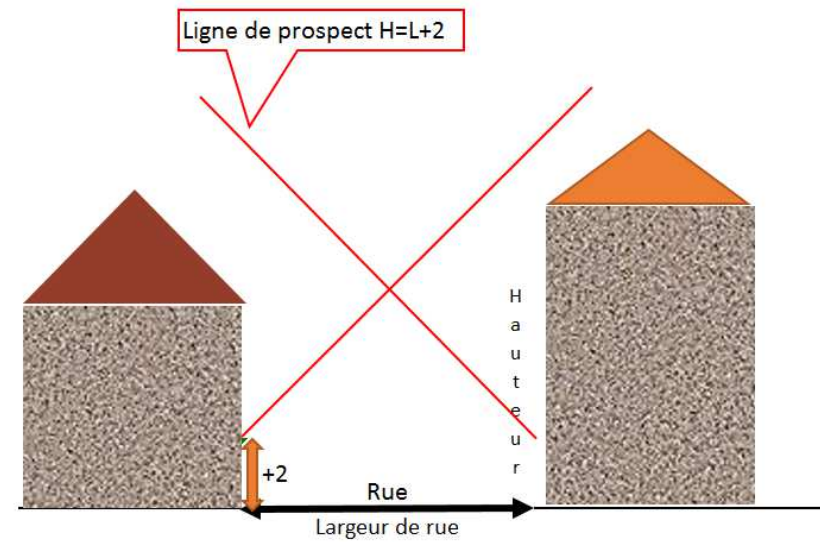


Illustration du prospect sur rue majoré (ex : $H = L+2$)